

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



# REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

**Lundi 15 Décembre 2025**



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : [www.economie.gouv.sn](http://www.economie.gouv.sn) – Contact: [contact.mepc@economie.gouv.sn](mailto:contact.mepc@economie.gouv.sn)



# PRESSE EN LIGNE

## **APS. Le budget 2026 du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération arrêté à 39 milliards de francs CFA**

Le projet de budget 2026 du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, examiné ce samedi les députés, a été arrêté à 39 milliards 281 millions 075 mille 505 francs CFA en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP), a appris l'APS de source parlementaire. Ce budget réparti par programme dont celui intitulé "coopération et développement des partenariats public-privés et appui au secteur privé", qui va bénéficier de crédits arrêtés à 13 milliards 355 millions 741 mille 748 francs CFA en AE et en CP. Le programme "gouvernance, économie, planification stratégique et coordination statistique", va se voir allouer 24 milliards 247 millions 678 mille 940 francs CFA en AE et en CP. Les crédits alloués au dernier programme dénommé "pilotage, coordination et gestion administrative", ont été arrêtés à 1 milliard 677 millions 654 mille 817 francs CFA en AE et en CP.

<https://aps.sn/le-budget-2026-du-ministere-de-leconomie-du-plan-et-de-la-cooperation-arrete-a-39-milliards-de-francs-cfa/>

## **SENEWEB. Dette publique : Un niveau élevé qui impose une gestion rigoureuse et sélective**

Pendant l'examen du projet de budget 2026 du Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération (MEPC), le Gouvernement a levé le voile sur le niveau réel de la dette publique du Sénégal, estimée à 119 % du PIB à fin 2024, et à 132 % du PIB lorsque certains engagements additionnels non consolidés sont intégrés. Cette révélation intervient dans un contexte de redressement de la gouvernance budgétaire, marquée par la volonté affichée des autorités de rétablir la transparence des finances publiques et de restaurer la crédibilité de l'État vis-à-vis des partenaires techniques et financiers. Le Ministre de l'Économie, Abdourahmane Sarr, a expliqué que ce niveau d'endettement résulte des conclusions croisées des audits menés par l'Inspection générale des finances (IGF), la Cour des comptes et le cabinet Forvis Mazars. Ces travaux ont mis en évidence des données erronées transmises par le passé, retardant l'ouverture d'un dialogue formel avec le Fonds monétaire international (FMI).

[https://www.seneweb.com/fr/news/5/dette-publique-un-niveau-eleve-qui-impose-une-gestion-rigoureuse-et-selective\\_n\\_477354.html](https://www.seneweb.com/fr/news/5/dette-publique-un-niveau-eleve-qui-impose-une-gestion-rigoureuse-et-selective_n_477354.html)

## **SENEWEB. Budget 2026 : Une hausse fiscale fondée sur la rationalisation des exonérations et la taxation ciblée**

Dans le cadre du projet de budget 2026, le Gouvernement sénégalais assume « une hausse mesurée de la pression fiscale », qu'il justifie par « la nécessité de redresser les finances publiques sans pénaliser excessivement l'activité économique ». Cette orientation repose principalement sur deux leviers : la rationalisation des exonérations fiscales et la mise en place de taxations ciblées sur certains secteurs spécifiques. Présentée lors de l'examen du budget du Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération (MEPC), cette approche s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan de



Redressement économique et social (PRES) et de la Stratégie nationale de développement 2025-2029. Il s'agit selon le ministre de « réduire les niches fiscales jugées peu efficaces ». Selon Abdourahmane Sarr, « la hausse projetée du taux de pression fiscale, estimée à 23 % du PIB en 2026, ne résulte pas d'un relèvement généralisé des impôts, mais d'un réexamen des exonérations existantes. Plusieurs dispositifs fiscaux accordés par le passé sont jugés coûteux pour le budget de l'État et insuffisamment efficaces en matière d'investissement, d'emploi ou de transfert de compétences ».

[https://www.seneweb.com/fr/news/5/budget-2026-une-hausse-fiscale-fondee-sur-la-rationalisation-des-exonerations-et-la-taxation-ciblee\\_n\\_477353.html](https://www.seneweb.com/fr/news/5/budget-2026-une-hausse-fiscale-fondee-sur-la-rationalisation-des-exonerations-et-la-taxation-ciblee_n_477353.html)

### **APS. L'Etat veut faciliter l'investissement grâce à "des audits de liberté économique" (ministre)**

Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, a annoncé, samedi, "des audits de liberté économique" pour évaluer le soutien potentiel de l'Etat à certains secteurs, dans le cadre d'une stratégie visant à faciliter l'investissement. "Dans beaucoup de secteurs, on va faire des audits de liberté économique pour évaluer le soutien potentiel de l'Etat dans ces secteurs économiques", a-t-il expliqué lors de la plénière de l'Assemblée nationale portant sur l'examen du projet de budget 2026 de son département. Il s'agit d'évaluer si le soutien de l'Etat est "réellement nécessaire" pour la marche de certains secteurs, a laissé entendre le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération. L'Etat, dit-il, "ne doit pas tout faire, il n'y est pas obligé, mais il doit déterminer une stratégie pour atteindre un objectif qui est ici la facilitation de l'investissement", a soutenu Abdourahmane Sarr.

<https://aps.sn/letat-veut-faciliter-linvestissement-grace-a-des-audits-de-liberte-economique-ministre/>

### **APS. Besoins globaux de financement : Abdourahmane Sarr liste les leviers sur lesquels misent les autorités**

Le gouvernement mise sur l'ajustement budgétaire et une plus grande mobilisation de recettes pour faire face aux besoins globaux de financement de l'État, évalués à environ 6.000 milliards de francs CFA pour l'exercice 2024, a déclaré, samedi, le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération. Les besoins globaux de financement de l'État, comprenant le déficit budgétaire et les dettes arrivant à échéance, s'élèvent cette année à environ 6 000 milliards de FCFA, selon Abdourahmane Sarr. Pour faire face aux besoins de financement de l'Etat, trois leviers sont mobilisables, à savoir l'ajustement budgétaire et la mobilisation accrue de recettes dans le cadre du PRES, le Plan de redressement économique et social, a-t-il indiqué. Il a aussi évoqué "le recours aux marchés financiers régional et international, et, en dernier ressort, l'hypothèse d'une restructuration de dette si un gap persiste", a-t-il souligné.

<https://aps.sn/besoins-globaux-de-financement-abdourahmane-sarr-liste-les-leviers-sur-lesquels-misent-les-autorites/>

### **APS. Vers "une baisse significative" du coût de l'énergie avec la conversion des centrales électrique au gaz (ministre)**

La conversion des centrales électriques au gaz naturel est une perspective qui devrait se traduire par "une baisse significative" du coût de l'énergie et un renforcement de la



compétitivité des secteurs productifs, a déclaré, samedi, le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération. "Les projets de conversion des centrales électriques au gaz devraient permettre une baisse significative du coût de l'énergie, et renforcer ainsi la compétitivité des secteurs productifs", a-t-il dit. Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération intervenait devant les députés, lors de l'examen du budget de son département pour l'exercice 2026. Il a insisté également sur le poids des facteurs de production, concernant particulièrement l'électricité, dont le coût reste "encore élevé au Sénégal".

<https://aps.sn/vers-une-baisse-significative-du-cout-de-lenergie-avec-la-conversion-des-centrales-electrique-au-gaz-ministre/>

### **APS. Le budget 2026 du ministère des Finances arrêté à plus de 681 milliards de FCFA**

Le projet de budget du ministère des Finances et du Budget pour l'exercice 2026, soumis samedi à l'examen des députés, a été arrêté à 681,762 milliards de francs CFA en autorisations d'engagement (AE) et à 676,351 milliards de francs CFA en crédits de paiement (CP). Le gouvernement est représenté à cette session plénière par le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba et la secrétaire d'État chargée des Relations avec les institutions, Marie Rose Khady Fatou Faye. Selon un rapport parlementaire, le budget 2026 du ministère des Finances est structuré autour de onze programmes couvrant notamment le pilotage administratif, la gestion des ressources douanières, la fiscalité intérieure, le secteur financier et les fonds spéciaux de l'État.

<https://aps.sn/le-budget-2026-du-ministere-des-finances-arrete-a-plus-de-681-milliards-de-fcfa/>

### **LEJECOS. Vote de la Loi de finances 2026 : Le ministre Cheikh Diba rappelle les principaux projets et programmes à financer**

Le vote de la Loi de finances 2026 a été clôturée le 13 décembre 2025 en présence du ministre Cheikh Diba. A cette occasion, il a rappelé les principaux projets et programmes financés pour l'année 2026. Selon M. Diba, pour l'éducation et la formation, il est prévu la construction de collèges et lycées dans les 45 départements du pays, pour renforcer l'inclusion scolaire et éducative. Pour la santé et la protection sociale, le gouvernement mise sur la construction des établissements de santé pour un montant de 60 milliards FCFA. Pour ce qui est de l'agriculture et la souveraineté alimentaire, le gouvernement entend mettre en œuvre le projet des Coopératives agricoles communautaires (Cc) et du programme de mécanisation agricole, pour respectivement 9,6 milliards FCFA et 13 milliards FCFA. S'agissant de l'eau et de l'assainissement, informe le ministre des Finances, il y a le projet du grand transfert d'eau, à hauteur de 50 milliards FCFA.

[https://www.lejecos.com/Vote-de-la-Loi-de-finances-2026-Le-ministre-Cheikh-Diba-rappelle-les-principaux-projets-et-programmes-a-financer\\_a30038.html](https://www.lejecos.com/Vote-de-la-Loi-de-finances-2026-Le-ministre-Cheikh-Diba-rappelle-les-principaux-projets-et-programmes-a-financer_a30038.html)

### **SUD QUOTIDIEN. Charges communes 2026 : 902,4 milliards FCFA adoptés par le Parlement**

La Commission des Finances a adopté à la majorité la dotation des charges non réparties pour 2026, arrêtée à 902,5 milliards FCFA en autorisations d'engagement et 487,9 milliards FCFA en crédits de paiement. Conformément à la loi organique relative aux lois de finances, ces "dépenses communes" regroupent des crédits globalisés ne



pouvant être imputés directement aux budgets ministériels. Elles se déclinent en trois actions : le fonctionnement (réformes budgétaires, agences de notation, liquidation des passifs), l'investissement (participations de l'État, projets en cours, fiscalité des marchés extérieurs), et le support aux ministères (réserves de gestion, dépenses permanentes, provisions pour catastrophes, organisation des JOJ et CAN). Les investissements exécutés par l'État captent 681,2 milliards FCFA en autorisations d'engagement et 361,8 milliards FCFA en crédits de paiement, soit plus de 74% du total. Les acquisitions de biens et services s'élèvent à 169,7 milliards FCFA (AE) et 74,7 milliards FCFA (CP), les dépenses de personnel à 28,6 milliards FCFA, et les transferts courants à 22,1 milliards FCFA.

<https://www.sudquotidien.sn/charges-communes-2026-9024-milliards-fcfa-adoptes-par-le-parlement/>

### **APS. Malick Ndiaye promet un contrôle "sans faiblesse" des politiques publiques**

L'Assemblée nationale va conduire "avec rigueur et sans faiblesse" sa mission de contrôle et d'évaluation des politiques publiques, a promis son président, Malick Ndiaye, samedi, dans son discours de clôture de la session budgétaire portant sur l'examen de la loi de finances 2026. "Le vote de la loi de finances inaugure une année au cours de laquelle l'Assemblée nationale aura la responsabilité de suivre l'exécution budgétaire, de contrôler l'action gouvernementale et d'évaluer les politiques publiques", a-t-il dit à l'issue du vote du budget de l'État pour 2026, arrêté à plus de 7 433 milliards de francs CFA. Selon Malick Ndiaye, "l'Assemblée nationale mènera cette mission avec rigueur et sans faiblesse dans l'exercice de ses prérogatives républicaines, se positionnant à la fois comme un partenaire exigeant du gouvernement et un allié sûr au service exclusif de l'intérêt général".

<https://aps.sn/malick-ndiaye-promet-un-contrôle-sans-faiblesse-des-politiques-publiques-rigoureux-du-budget-de-letat/>

### **APS. Le Sénégal à la présidence de la Commission de la CEDEAO pour 4 ans à partir de 2026 (officiel)**

Le Sénégal a été porté à la présidence de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la période 2026-2030, à l'issue de la 68e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'organisation, tenue dimanche à Abuja, au Nigéria, a-t-on appris de source officielle sénégalaise. Dans un communiqué transmis à l'APS, le ministère de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur annonce que "la 68e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, tenue ce 14 décembre à Abuja, a attribué, au Sénégal, le poste de président de la Commission de l'organisation pour la période 2026-2030".

<https://aps.sn/le-senegal-a-la-presidence-de-la-commission-de-la-cedeao-pour-4-ans-a-partir-de-2026-officiel/>

### **LEJECOS. Coopération entre le Sénégal et les Emirats arabes unis : Le Fonsis signe deux accords sur des projets à fort potentiel économique**

Dans le cadre de la coopération entre le Sénégal et les Émirats arabes unis, le Fonsis a signé deux accords portant sur des projets à fort potentiel économique. Selon une



note d'information, le premier mémorandum concerne la mise en place du Comptoir commercial de l'or, en partenariat avec Ressources Investment et la Somisen. Le projet prévoit le développement d'une unité de production et de traitement de l'or, destinée à structurer la chaîne de valeur issue des activités artisanales et semi-industrielles. Le second accord a été conclu par la filiale du Fonsis, Kajom Capital, avec Equiline Finance et Exim Finance, en partenariat avec la Banque de l'habitat du Sénégal (Bhs) et le Fonds pour l'habitat social (Fhs), pour le développement et la commercialisation du projet Sindia Green City. Ce programme résidentiel intègre des infrastructures modernes et des solutions solaires innovantes, visant à élargir l'accès au logement et à soutenir la dynamique du marché immobilier.

[https://www.lejecos.com/Cooperation-entre-le-Senegal-et-les-Emirats-arabes-unis-Le-Fonsis-signe-deux-accords-sur-des-projets-a-fort-potentiel\\_a30033.html](https://www.lejecos.com/Cooperation-entre-le-Senegal-et-les-Emirats-arabes-unis-Le-Fonsis-signe-deux-accords-sur-des-projets-a-fort-potentiel_a30033.html)

### **LEJECOS. Bourse régionale des valeurs mobilières : Le Sénégal réussit la première cotation de ses nouveaux emprunts**

Les quatre nouveaux emprunts obligataires émis par l'État du Sénégal ont été officiellement cotés ce vendredi, 12 décembre 2025, à la Bourse régionale des valeurs mobilières (Brvm), marquant une étape importante dans la stratégie de financement intérieur du pays. La cérémonie, organisée à Dakar en liaison directe avec les équipes techniques d'Abidjan, a réuni les acteurs majeurs du marché financier régional. Représentant le ministre en charge des finances et du budget, Alioune Diouf, directeur général de la dette publique, a salué « l'appétit remarquable des investisseurs » qui ont porté l'opération à un taux de souscription de 121%, confirmant selon lui « la qualité de la signature du Sénégal ». Ces ressources contribueront au financement des projets et programmes inscrits dans la loi de finances rectificative 2025. Prenant la parole au nom de CGF Bourse, Chef de file de l'opération, Kalidou Diallo, Directeur général, a déclaré que « Le succès éclatant de l'opération traduit une réalité que personne ne peut ignorer, le Marché financier régional est désormais un pilier essentiel du financement du développement de notre région. »

[https://www.lejecos.com/Bourse-regionale-des-valeurs-mobilieres-Le-Senegal-reussit-la-premiere-cotation-de-ses-nouveaux-emprunts\\_a30032.html](https://www.lejecos.com/Bourse-regionale-des-valeurs-mobilieres-Le-Senegal-reussit-la-premiere-cotation-de-ses-nouveaux-emprunts_a30032.html)

### **SIKA FINANCE. UMOA-Titres : Le Sénégal rassure les investisseurs en levant 30,23 milliards FCFA**

[https://www.sikafinance.com/marches/umoa-titres-le-senegal-rassure-les-investisseurs-en-levant-30-23-milliards-fcfa\\_58379](https://www.sikafinance.com/marches/umoa-titres-le-senegal-rassure-les-investisseurs-en-levant-30-23-milliards-fcfa_58379)

### **SENEWEB. "Défaut de paiement inévitable..." : la note alarmante d'EMsights Capital Group sur la situation sénégalaise**

«Un défaut de paiement (ou une restructuration qui y ressemble fortement) paraît de plus en plus inévitable» ! C'est la conclusion de EMsights Capital Group, filiale d'Artisan Partners, sur la situation du Sénégal, confronté à un niveau d'endettement record. En effet, dans une note alarmante publiée ce 11 décembre dernier, la société américaine de gestion d'actifs décrit une année «faste» de la dette des marchés émergents. Mais, pour elle, le Sénégal fait partie de ces rares pays qui ne profitent pas de cette conjoncture favorable. «Alors que cette classe d'actifs progresse, le dollar et les euro-obligations sénégalaises stagnent juste au-dessus du seuil critique, faisant du Sénégal l'un des rares pays à ne pas avoir bénéficié de cette dynamique», souligne la société



basée à Boston. EMSights Capital Group pointe les fondamentaux «fragiles» du pays et souligne qu'en l'absence d'un redressement budgétaire spectaculaire, un défaut de paiement «paraît de plus en plus inévitable».

[https://www.seneweb.com/fr/news/5/default-de-paiement-inevitable-la-note-  
alarmante-demights-capital-group-sur-la-situation-senegalaise\\_n\\_477336.html](https://www.seneweb.com/fr/news/5/default-de-paiement-inevitable-la-note-alarmante-demights-capital-group-sur-la-situation-senegalaise_n_477336.html)

### **SIKA FINANCE. Sénégal : La production industrielle se bonifie de 24% au mois d'octobre**

[https://www.sikafinance.com/marches/senegal-la-production-industrielle-se-bonifie-  
de-24-au-mois-doctobre\\_58382](https://www.sikafinance.com/marches/senegal-la-production-industrielle-se-bonifie-de-24-au-mois-doctobre_58382)

### **PRESS AFRIK. Sénégal : hausse de 2,9% des prix à la consommation en rythme annuel, en novembre 2025, selon l'Ansd**

Les prix à la consommation ont connu une hausse de 2,9% sur un an au mois de novembre 2025, selon les données officielles de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd). Derrière cette hausse modérée en apparence se cachent de fortes tensions sur les produits de première nécessité et un écart grandissant entre les produits locaux et importés. Le poste de dépenses le plus lourd, l'alimentation, est aussi celui qui tire le plus fortement les prix vers le haut. Les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » ont vu leur prix augmenter de 5,0% sur un an, pesant directement sur le quotidien des Sénégalais. La catégorie « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » a enregistré une flambée de 15,9%, une hausse qui pourrait s'expliquer par des ajustements fiscaux ou des tensions sur les approvisionnements, informe la même source.

[https://www.pressafrik.com/Senegal-hausse-de-29-des-prix-a-la-consommation-en-  
rythme-annuel-en-novembre-2025-selon-l-Ansd\\_a298636.html](https://www.pressafrik.com/Senegal-hausse-de-29-des-prix-a-la-consommation-en-rythme-annuel-en-novembre-2025-selon-l-Ansd_a298636.html)

### **SENEWEB. À l'AIBD, l'État mise sur les PME pour la souveraineté économique**

L'aéroport international Blaise Diagne (AIBD) amorce un nouveau tournant dans la promotion de l'entrepreneuriat sénégalais. Un concept Store permanent dédié aux produits "Made in Senegal" a été officiellement lancé par le secrétaire d'État au Développement des PME-PMI, en partenariat avec l'ADPME. Askin Demir, directeur de LAS, a salué cette initiative porteuse d'espoir, appelant à la création d'un environnement sécurisé et attractif pour les créateurs. Pour lui, l'enjeu dépasse la simple visibilité. "L'important, ce n'est pas seulement de voir ces produits en journée, mais de les voir au quotidien, d'attirer des investisseurs et de permettre aux créateurs de se produire durablement", a soutenu M. Demir. Il a également souligné le rôle stratégique de l'aéroport, considéré comme un pont entre le monde et l'Afrique de l'Ouest, aussi bien sur le plan culturel que commercial.

[https://www.seneweb.com/fr/news/5/a-laibd-letat-mise-sur-les-pme-pour-la-  
souverainete-economique\\_n\\_477445.html](https://www.seneweb.com/fr/news/5/a-laibd-letat-mise-sur-les-pme-pour-la-souverainete-economique_n_477445.html)

### **AGENCE ECOFIN. Sénégal : vers le free roaming avec quatre pays d'Afrique de l'Ouest dès mars 2026**

Le free roaming est perçu comme un levier d'intégration. Le mécanisme est également promu dans d'autres blocs régionaux, notamment la SADC, l'EAC et la CEMAC. Le Sénégal s'est engagé à mettre en œuvre l'itinérance gratuite (free roaming) avec le



Bénin, la Gambie, le Mali et le Togo à partir du 1<sup>er</sup> mars 2026. À cet effet, le régulateur télécoms sénégalais a signé, le jeudi 11 décembre, des protocoles d'accord avec ses homologues de ces quatre pays d'Afrique de l'Ouest. Selon l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes du Sénégal (ARTP), la mise en œuvre de ce mécanisme permettra aux ressortissants sénégalais séjournant dans l'un des quatre pays de bénéficier de la gratuité de la réception des appels pendant 30 jours consécutifs, de la facturation des services au tarif local du pays visité, ainsi que de la suppression des surtaxes sur le trafic international entrant et en itinérance. Ces avantages s'appliqueront également aux ressortissants de ces pays en déplacement au « pays de la teranga ».

<https://www.agenceecofin.com/actualites-numerique/1512-134291-senegal-vers-le-free-roaming-avec-quatre-pays-d-afrique-de-l-ouest-des-mars-2026>



## ACTUALITÉS INTERNATIONALES

### **JEUNE AFRIQUE. Au Sénégal, entre Diomaye et Sonko, la bataille des coalitions avant celle pour le pouvoir ?**

Deux coalitions rivales émanant du parti présidentiel, une succession de passes d'armes entre Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye, des alliés parfois désespérés... La division semble avoir gagné Pastef. « Il y a un véritable risque de scission. Certains, dans nos rangs, réagissent de manière inconsidérée, faisant de la surenchère pour contenter leur base. Mais cela ne sert pas les intérêts du parti. » En cette fin novembre, ce proche du président Bassirou Diomaye Faye ne dissimule pas son inquiétude.

<https://www.jeuneafrique.com/1748866/politique/au-senegal-entre-diomaye-et-sonko-la-bataille-des-coalitions-avant-celle-pour-le-pouvoir/>

### **JEUNE AFRIQUE. Fonds africain de développement : le premier grand test de Sidi Ould Tah à la tête de la BAD**

Le président de la Banque africaine de développement doit recevoir, ces 15 et 16 décembre, les promesses des États contributeurs au Fonds africain de développement, le guichet concessionnel de l'institution. Une gageure alors que plusieurs donateurs historiques ont prévu de réduire la voilure. C'est une ville faite de brique et de broc, à deux pas de la frontière éthiopienne. Le camp de Doolow, l'un des plus grands de Somalie, accueille des centaines de milliers de déplacés. La plupart ont fui les exactions des milices Shebab qui contrôlent des pans entiers du territoire de l'un des pays les plus pauvres au monde.

<https://www.jeuneafrique.com/1749016/economie-entreprises/fonds-africain-de-developpement-le-premier-grand-test-de-sidi-ould-tah-a-la-tete-de-la-bad/>

### **RFI. Donald Trump reprend le contrôle de la régulation de l'IA**



Rue René Ndiaye X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : [www.economie.gouv.sn](http://www.economie.gouv.sn) – Contact: [contact.mepc@economie.gouv.sn](mailto:contact.mepc@economie.gouv.sn)

Donald Trump a signé jeudi 11 décembre soir un décret sur la régulation de l'intelligence artificielle. Le texte vise à centraliser la réglementation de l'IA au niveau fédéral. L'objectif du président américain est moins de réguler que de déréguler l'intelligence artificielle. Donald Trump veut une régulation fédérale unique de l'intelligence artificielle pour préserver l'avance américaine face à la Chine. « Nous voulons qu'il n'y ait plus qu'une seule procédure d'autorisation. C'est du bon sens : à chaque changement, les entreprises doivent aller voir chacun des 50 États pour obtenir leur accord. Non ! Donc, nous allons centraliser tout cela. Ne pas le faire, ce serait faire un cadeau à la Chine », a déclaré le président américain.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251212-donald-trump-reprend-le-contr%C3%B4le-de-la-r%C3%A9gulation-de-l-ia>

### **LE MONDE. Après les sanctions de Washington, l'étau se resserre pour le pétrole russe**

Moscou doit encaisser une chute de ses recettes d'exportation de brut, tombées en novembre à leur plus bas niveau depuis l'invasion de l'Ukraine, en 2022. Des dizaines de millions de barils de pétrole bloqués en mer. L'image résume l'une des conséquences les plus immédiates des sanctions prises par Washington contre le secteur pétrolier russe pour tenter de mettre un terme à la guerre en Ukraine, commencée en février 2022. Trois semaines après l'entrée en vigueur, le 21 novembre, des mesures punitives ciblant les entreprises Rosneft et Lukoil, opérateurs et acheteurs étrangers en affaire avec ces deux géants russes tentent encore de jauger les risques encourus. Et d'imaginer de nouvelles solutions de contournement.

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/15/apres-les-sanctions-de-washington-l-etau-se-resserre-pour-le-petrole-russe\\_6657454\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/15/apres-les-sanctions-de-washington-l-etau-se-resserre-pour-le-petrole-russe_6657454_3234.html)

### **ZONE BOURSE. Zone euro-La production industrielle progresse comme prévu en octobre**

La production industrielle en zone euro a augmenté en ligne avec les attentes sur un mois en octobre, montrent les données publiées lundi par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Elle a progressé de 0,8%, alors que les économistes interrogés par Reuters tablaient sur +0,8% après +0,2% en septembre. Sur un an, la production industrielle a enregistré une hausse de 2% en octobre, après +1,2% en septembre. Les économistes interrogés par Reuters tablaient sur une hausse de 1,9% sur un an. (Rédigé par Coralie Lamarque ; édité par Augustin Turpin)

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/zone-euro-la-production-industrielle-progresse-comme-prevu-en-octobre-ce7d50d9d98ff225>

### **FRENCH.CHINA.ORG.CN. L'industrie chinoise de l'IA devrait dépasser le cap des 1 000 milliards de yuans cette année (expert)**

L'industrie chinoise de l'intelligence artificielle (IA) devrait dépasser le seuil des 1 000 milliards de yuans (140 milliards de dollars) en 2025, selon les données du secteur. Des experts ont noté que cette tendance soulignait l'immense potentiel du développement de l'IA en Chine, porté par les cas d'application plus variés, les progrès technologiques et le soutien des politiques publiques. D'après l'Académie chinoise des technologies de l'information et de la communication (CAICT), l'industrie chinoise de l'IA a dépassé les 900 milliards de yuans en 2024, soit une hausse de 24 % sur un an, a rapporté dimanche le China Media Group. En 2025, ce chiffre devrait dépasser les 1



200 milliards de yuans, avec une accélération plus marquée de la croissance. Depuis le début de l'année, l'utilisation de modèles d'IA à large spectre dans le secteur manufacturier a connu une forte expansion, la part des cas d'application passant de 19,9 % l'an dernier à 25,9 %, contribuant ainsi à la croissance rapide de l'ensemble du secteur de l'IA, selon le China Media Group.

[http://french.china.org.cn/business/txt/2025-12/15/content\\_118228747.htm](http://french.china.org.cn/business/txt/2025-12/15/content_118228747.htm)

### **COURRIER INTERNATIONAL. De la Suède à l'Italie, des choix budgétaires qui suscitent la colère**

À travers l'Europe, les piliers de l'État providence vacillent, minés par les dettes et des choix politiques qui réduisent les protections. Des pays nordiques aux rives méditerranéennes, la même lassitude affleure, révélant un pacte social fragilisé. Chaque pays avance en serrant les dents, espérant que l'avenir n'exige pas un tribut plus lourd encore. Conflit de générations, sur fond de tensions budgétaires "Les rebelles de la retraite." Voilà comment les journaux allemands surnomment les membres de la section jeunesse de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et de l'Union chrétienne-sociale (CSU) opposés à la réforme des retraites proposée par le chancelier conservateur Friedrich Merz. "Ils sont jeunes, s'expriment avec aisance, n'ont pas peur des micros et des caméras", explique le journal de centre gauche Der Spiegel. Mais surtout, "comme d'autres rebelles allemands avant eux, notamment la génération de Mai 68, ils se révoltent contre leurs aînés : rien de nouveau sous le soleil".

[https://www.courrierinternational.com/article/economie-de-la-suede-a-l-italie-des-choix-budgetaires-qui-suscitent-la-colere\\_238110](https://www.courrierinternational.com/article/economie-de-la-suede-a-l-italie-des-choix-budgetaires-qui-suscitent-la-colere_238110)

